

Des associations féministes lancent une coalition anti-GPA

Plusieurs associations, dont le Corp, le Mouvement du nid et CQFD, ont lancé samedi une initiative internationale pour l'abolition de la gestation pour autrui.

Allons-nous laisser une nouvelle forme d'esclavage s'installer? C'est, en substance, la question posée par plusieurs associations qui ont lancé, samedi, une initiative internationale contre la gestation pour autrui (GPA). La Coalition internationale pour l'abolition de la maternité de substitution (Ciams) est portée par 21 associations issues de huit pays différents, dont le collectif Corp (pour le respect de la personne) et le Mouvement du nid.

« Dans le cadre des débats sur les lois de bioéthique, nous assistons à des débats où la GPA est abordée de manière de plus en plus favorable dans les médias. Les critiques sont de moins en moins présentes », s'inquiète la présidente du Corp, Ana-Luana Stoicea-Deram. « Nous devons donc nous organiser pour faire entendre d'autres arguments », poursuit-elle. En martelant : « On peut tout à fait critiquer cette pratique de marchandisation de l'humain tout en étant humaniste, féministe et progressiste. » Elle dénonce

une pratique contraire à la dignité et à l'intégrité de la personne mais aussi aux droits de l'enfant et au principe de non-discrimination.

« Ce sujet emporte peu à peu l'opinion publique au prétexte que la GPA est présentée uniquement sous l'angle d'une technique médicale, et jamais en parlant d'un marché », insiste pour sa part Marie-Josèphe Devillers, de l'association CQFD Lesbiennes féministes. Elle compare la GPA et la prostitution : « Il s'agit de deux techniques de marchandisation du corps des femmes », analyse-t-elle.

« Ce sujet emporte peu à peu l'opinion publique au prétexte que la GPA est présentée uniquement sous l'angle d'une technique médicale, et jamais en parlant d'un marché. »

Ce n'est pas le cadre national qui inquiète le plus les fondateurs du Ciams. « Nous avons eu l'assurance que la GPA resterait interdite en France : il n'en sera pas question dans les futures lois de bioéthique », a affirmé la présidente du Corp. Ces associations, réunies samedi au Sénat pour un colloque intitulé « Pour le respect des femmes et des enfants, abolir la maternité de subs-

titution », entendent surtout agir sur le plan international.

Au cœur de leurs préoccupations : les réflexions sur la « maternité de substitution » menées depuis 2016 par un groupe d'experts de la Conférence de La Haye, une instance qui travaille à l'harmonisation du droit international privé. « Ces experts travaillent à un encadrement de cette pratique, alors que nous en voulons l'abolition. C'est très inquiétant », considère Ana-Luana Stoicea-Deram. En janvier, le collectif Corp a été reçu par la ministre de la justice Nicole Belloubet pour plaider sa cause. « Depuis, nous n'avons eu aucun retour », regrette sa présidente.

« Le problème majeur auquel nous sommes confrontés est la GPA transfrontière », corrobore Marie-Josèphe Devillers. « La fermeture des marchés asiatiques, notamment la décision de l'Inde de restreindre très fortement les demandes de GPA venues de l'étranger, ont par exemple abouti à l'ouverture d'un nouveau marché au Kenya », illustre-t-elle, en dénonçant la mise en place de « systèmes de prédation ». « Dans tous les pays où la GPA est autorisée, on n'a jamais vu une femme riche porter l'enfant d'une femme pauvre. »

Loup Besmond de Senneville

La Manif pour tous appelle à une première mobilisation

Lors de leur université d'été, ce week-end dans l'Essonne, les responsables de La Manif pour tous ont affirmé qu'ils étaient prêts à descendre dans la rue si le gouvernement confirmait sa volonté d'étendre la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules.

Les opposants à l'extension de la PMA n'entendent pas désarmer. C'est le message qu'a voulu faire passer, samedi, la présidente de La Manif pour tous, Ludovine de La Rochère. « La question n'est pas de savoir si on sera aussi nombreux, mais de savoir si on sera encore plus nombreux », a-t-elle lancé.

À l'occasion de l'université d'été du mouvement, Ludovine de La Rochère a de nouveau rappelé, comme elle le fait depuis plusieurs mois, les termes de la promesse

présidentielle d'Emmanuel Macron d'ouvrir la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules. « Il a dit qu'il le ferait à condition de ne pas diviser la société. Il a répété à plusieurs reprises qu'il ne passerait pas en force », a-t-elle insisté, avant de souligner qu'il n'y avait, selon elle, « aucun consensus dans la société » sur ce sujet. « Vu la division du pays, le président ne devrait pas y aller », a-t-elle poursuivi.

« Il faut bien prendre en compte le pays réel. Le pays réel est opposé à la PMA sans père », a-t-elle martelé, en s'appuyant notamment sur les oppositions exprimées lors des débats des états généraux de la bioéthique, entre janvier et avril 2018. « De quel droit oserions-nous décréter que les enfants n'ont pas besoin de père? », a-t-elle interrogé.

Le mouvement appelle à un premier rassemblement devant le siège du Comité consultatif national d'éthique (CCNE), demain soir.

« Il faut bien prendre en compte le pays réel. Le pays réel est opposé à la PMA sans père. »

Le CCNE doit rendre ce jour-là un avis très attendu sur la révision des lois de bioéthique, dans lequel il pourrait notamment recommander d'étendre la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules.

Plus de 400 personnes – essentiellement des cadres régionaux du mouvement – ont pris part à l'université d'été de la Manif pour tous. Plusieurs orateurs ont été invités à s'exprimer devant les participants, dont les éditorialistes Ivan Rioufol et Charlotte d'Ornellas, le politologue Dominique Reynié mais aussi Bertrand du Marais, administrateur des « Poissons roses », le philosophe Pierre Manent, le psychanalyste Christian Flavigny et l'écrivain Patrick Buisson.

Loup Besmond de Senneville